



Sommaire

page 1	Edito:	Droit de riposte, proportionnalité et autres dérives du droit international humanitaire (DIH)
pages 2	Projet:	Palestine: «Il faudra 100 ans...»
pages 3-4	Analyse:	Enfermement et radicalisation: la construction du Hamas dans un cadre colonial
page 4-5	Analyse:	Guatemala: Bernardo Arévalo, le chemin de croix pour l'investissement
page 6	En bref:	La Suisse taclée par un comité de l'ONU Renforcement de l'accès à la réadaptation: l'adoption d'une résolution historique Marché de Noël solidaire 2023

Edito

Droit de riposte, proportionnalité et autres dérives du droit international humanitaire (DIH)

Le 7 octobre, le monde semble se rappeler soudain du conflit au Proche Orient. Tout acte de violence est un acte odieux; mais tout aussi déplorable qu'elle puisse être, l'attaque du Hamas n'est pas un acte isolé issu de la mentalité meurtrière d'un groupe terroriste. Elle est le résultat de l'occupation illégale de la Palestine par Israël depuis plus de 56 ans; qui plus est, dans la totale apathie de la communauté internationale.

D'après le DIH, ayant subi une attaque, Israël a le droit de riposter afin de se défendre. Ce que son armée s'est empressée de faire dès le lendemain: un bombardement sans merci d'une population emprisonnée, asservie, violentée et dénigrée depuis des décennies; un siège total sur 2 millions de personnes. «Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de gaz. Tout est fermé (...) nous combattons des animaux et agissons en conséquence», déclare le ministre israélien de la Défense. Le ton est donné.

Mais tout n'est pas permis, même en temps de guerre. Surgit alors la question de la proportionnalité, autre adage cher au DIH: c'est ce qui permet de différencier une action de défense, autorisée, et une action de vengeance, interdite. Pourtant, le 12 octobre, l'armée israélienne annonce

sans honte ni crainte que pour «punir les responsables du pire crime contre des Juifs après l'Holocauste», plus de 6000 bombes (dont celles au phosphore blanc), avaient été larguées sur Gaza. Ce n'est plus une riposte, mais un châtement collectif infligé à la population civile palestinienne! Au 29 octobre, le bilan cumulé s'élevait à plus de 8000 morts et plus de 21000 blessés côté palestinien. Ce chiffre est-il assez «proportionnel»?

Face à cette violation flagrante du DIH perpétrée par Israël, le Conseil de sécurité de l'ONU propose un projet de résolution pour demander, entre autres, l'établissement d'un couloir humanitaire vers la bande de Gaza. Sans grande surprise les États-Unis exercent leur droit de veto, la Russie et le Royaume-Uni s'abstiennent. Résultat: le texte est rejeté sous prétexte qu'il ne fait pas mention du droit d'Israël à la légitime défense. Et le droit de vivre des Palestiniens?

Pendant ce temps-là, les médias et la communauté internationale s'enfoncent dans

un manichéisme nauséabond. «Condamnez-vous l'attaque du Hamas?», question qui revient sans cesse; une manière de savoir de quel côté on se trouve. Parce qu'il faut avoir un bord: soit vous êtes avec Israël, et vous condamnez l'attaque, soit vous êtes contre Israël et vous êtes un dangereux terroriste (opinion du ministre français de l'intérieur).

C'est dans ce contexte de crise humanitaire, de haine et de violence que le travail de nos partenaires du Yes Theatre prend tout son sens. Malgré les attaques impitoyables de l'armée israélienne, des sionistes et des radicaux (même en Cisjordanie), ils-elles continuent à apporter un soutien psychologique aux enfants palestiniens qui vivent des moments traumatisants. Certes, un travail de Sisyphe, mais un baume au cœur essentiel pour ces enfants victimes de crimes de guerre. Ils-elles ont besoin de toute notre empathie, de notre solidarité et de notre voix!

Luisa Sanchez, présidente

«Il faudra 100 ans...»

Notre partenaire a répondu à quelques questions afin de nous donner un éclairage sur la situation dans les territoires palestiniens de Cisjordanie, en particulier à Hébron où les colonies israéliennes sont omniprésentes.

Propos recueillis et traduits par Aude Martenot



Un atelier de théâtre avec des enfants dans un district de Hébron, octobre 2023 (© YT)

à Gaza. En conséquence, ils et elles sont en détresse et n'ont pas une vision claire de l'avenir.

Par ailleurs, il y a une augmentation des arrestations de Palestinien·nes en Cisjordanie.

Comment le projet de Yes Theatre, soutenu par la CSSR, peut-il agir alors qu'un tel massacre est en cours à Gaza?

Yes Theatre n'a pas arrêté ses activités depuis le 7 octobre. Au contraire, nous avons multiplié nos interventions dans tout le gouvernorat d'Hébron. Comme je l'ai déjà dit, le bien-être psychologique des enfants et des femmes palestiniennes en Cisjordanie est extrêmement affecté et la tâche est considérable. Pour illustrer cela, voici ce qu'un enfant qui a participé à l'une de nos activités nous a dit:

Thérapeute: «Quand tu devieras adulte, que veux-tu faire?»
«Je souhaite rester en vie», répond l'enfant.

Quelles sont vos revendications par rapport à l'Autorité palestinienne?

Pour l'Autorité palestinienne, c'est une période très difficile. Il y a une insatisfaction générale quant à sa capacité d'agir. En fait, je n'en attends rien.

Comment vois-tu l'avenir, pour Hébron et pour le projet?

Concernant l'avenir de la Palestine et de Hébron, c'est difficile de répondre. Il faudra 100 ans

Le projet de Yes Theatre à Hébron, soutenu par la CSSR depuis 2015, vise à améliorer l'accès à la santé mentale des enfants ayant été détenu·es par l'armée israélienne, à travers des ateliers de théâtre et des pièces montées pour la communauté. Jusqu'en octobre 2023, on parlait d'environ 700 enfants arrêté·es par an, ce chiffre a explosé depuis quelques semaines. Dans sa nouvelle phase débutée en 2021, le projet «Drama pour guérir» a été étendu afin d'améliorer l'état de santé mentale de tou·tes les Palestinien·nes, durement frappés par la crise du COVID-19, tout en faisant particulièrement attention aux enfants ex-détenu·es en agissant dans les écoles notamment.

Mohammad, responsable du projet, répond à nos questions.

Quelles sont les réactions visibles de la population dans les rues de Hébron depuis quelques semaines?

La situation est très difficile en Cisjordanie en général, et à Hébron en particulier, car la plupart des villes palestiniennes sont fermées depuis le début de la guerre israélienne contre Gaza et personne ne peut bouger à cause de la peur des colons armés. Il existe des inquiétudes en Cisjordanie concernant ce qui se passe à Gaza, des rumeurs selon lesquelles Gaza serait transférée en Égypte.

Les problèmes psychologiques rencontrés par les enfants en particulier sont nombreux, encore accrus par la situation actuelle. Les gens ont été submergés par les nouvelles et par ce qui se passe

pour que l'état de santé mentale des gens et leur vie s'améliorent. Le projet de Yes Theatre dispose d'outils que n'ont pas d'autres organisations palestiniennes, donc il en devient plus nécessaire encore. Au cours des prochaines années, nos spécialistes feront beaucoup pour aider les citoyen·nes de leur pays.

Actuellement, nous ne sommes pas en mesure de réfléchir de manière stratégique, mais un de nos souhaits serait de parvenir à former davantage de thérapeutes pour rejoindre notre bassin d'expert·es, et ainsi répondre à la forte demande qui s'annonce.



Travail de dramathérapie dans une école de Hébron, juin 2023 (© YT)

Analyse

Enfermement et radicalisation: la construction du Hamas dans un cadre colonial

Roger Heacock est professeur émérite d'histoire à l'Université de Birzeit en Palestine, où, avec sa famille, il a vécu trente-cinq ans, avant leur expulsion par les autorités d'occupation. Il continue de diriger des thèses de doctorat en sciences sociales à Birzeit, qu'il lui arrive de représenter lors de rencontres académiques, et reste en contact permanent avec ses ami·es et collègues palestiniens.

Quiconque veut donner un sens aux événements dramatiques en Palestine depuis le 7 octobre 2023 doit comprendre le devenir du Hamas dans le contexte de la politique expansionniste israélienne. Le Hamas fut créé au début de la première intifada (1987) en tant que branche palestinienne des Frères musulmans. Ce mouvement, jusqu'alors politiquement quietiste, versa maintenant dans la résistance, en concurrence avec le Fatah de Yasser Arafat. Il rejeta les accords d'Oslo de 1993 comme facilitant la multiplication des colonies israéliennes, la judaïsation de Jérusalem et l'échec définitif de la cause palestinienne.

Il se présente pourtant aux élections législatives de 2006 du Conseil législatif de l'autonomie palestinienne, sujette à la sou-

veraineté israélienne, sous la présidence du successeur d'Arafat, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) et en sort victorieux. Les électeur·ices cherchaient une alternative à cette Autorité du Fatah, fatiguée, inefficace, corrompue, voire collaborationniste. Les cadres du Hamas deviennent ministres et premier ministre, et différent·es observateur·ices saluent son pragmatisme, alors qu'il se déclare prêt pour un accord (qu'il appelle une «trêve») de longue haleine avec Israël.

Ni le Fatah, ni Israël, ni les Etats-Unis n'acceptent ce gouvernement, et le Hamas prend le pouvoir par la force à Gaza, mais en est expulsé en Cisjordanie par le Fatah. Il y a maintenant deux autorités pour ces micro-territoires, et Israël a beau jeu de les monter

l'une contre l'autre. La radicalisation progressive du Hamas débute avec son enfermement.

Sa perspective politico-religieuse en fait l'une des idéologies dominantes dans le mouvement palestinien, à côté du nationalisme arabe, puis palestinien. Ses convictions sont de nature nationale-religieuse, et non pas excommunicatoire et vengeresse au niveau mondial comme les mouvements Daesh (État islamique) ou al-Qaeda.

Si son ascension, au vu de la progression ininterrompue d'actes d'annexion, de colonisation, de répression par l'occupant, faisant de nombreuses victimes civiles, a été confirmée par les urnes, son administration à Gaza (mais non pas durant sa courte durée

en Cisjordanie) est autoritaire: les groupements d'opposition ne sont guère tolérés, les manifestations politiques indépendantes interdites. Mais il rejoint l'opinion publique dans la conviction que la résistance à l'occupation et la colonisation est non seulement légitime, mais nécessaire.

Il est ainsi armé, par l'infiltration d'armes israéliennes et venant d'ailleurs, mais surtout par l'ingéniosité locale, et affronte Israël sans répit depuis que la bande de Gaza se trouve encerclée de toutes parts, terre, mer et ciel. Les dirigeants israéliens s'intéressent ainsi beaucoup plus à leurs perspectives expansionnistes en Cisjordanie et à Jérusalem et estiment que le Hamas ne

leur pose aucun danger existentiel actuellement.

L'attaque du 7 octobre 2023 venant de Gaza fut une énorme surprise, accompagnée par des actes d'une cruauté incompréhensible. Le fait que ces crimes de guerre, laissant songeur sur les prétentions du Hamas de diriger leur peuple, succèdent à d'innombrables crimes de guerre d'Israël à l'encontre des Palestiniens depuis 75 ans n'y change rien.

Mais si le Hamas jouissait du soutien d'une moitié de la population jusqu'alors, les excès de violence israélienne, vengeresse et aveugle, en font le héros-martyr des Palestiniens aujourd'hui dans les territoires palestiniens

occupés, et fort probablement en Israël et partout où ils et elles résident.

Paradoxalement, le moment actuel est propice à des initiatives séparées ou conjointes israélo-palestiniennes en faveur d'une cessation de la violence et une authentique recherche d'une paix juste dont rêvent les deux parties. Quant à la communauté internationale, elle ne peut éviter de faire un nouvel effort dans ce sens. Le gouvernement actuel de Gaza est malgré tout remis en cause, tout comme celui, criminel et négligent, d'Israël, et on pourrait, qui sait ?, en profiter pour saisir le taureau de la paix par les cornes de la décolonisation. Il faut du moins espérer qu'il en sera ainsi.

Analyse

Guatemala: Bernardo Arévalo, le chemin de croix pour l'investiture

Depuis plus d'un mois, le Guatemala vit au rythme d'une mobilisation populaire sans précédent pour réclamer le respect du vote démocratique. Retour sur l'élection présidentielle et ses suites.

Par Alicia Pary

Le 20 août dernier, Bernardo Arévalo, candidat du Mouvement Semilla, est sorti gagnant du 2^{ème} tour des élections présidentielles. Mais jamais l'investiture d'un candidat élu n'a semblé si incertaine. Pour le futur président et ses soutiens, la route est longue et pavée de multiples rebondissements.

L'homme n'est pas un inconnu. Il est le fils de Juan José Arévalo, ancien président en 1945, connu pour avoir promu des institutions et des mesures sociales en matière de travail, d'éducation et de sécurité sociale. Avec lui, commençait la période dite du «Printemps guatémaltèque», après une terrible période de dictature de 14 ans. Forcément, de cet héritage peuvent découler beaucoup d'attentes pour le futur.

Son accession au pouvoir est

une surprise. Durant les mois précédant les élections, plusieurs formations politiques ont été interdites par le Tribunal suprême électoral (TSE). Ces interdictions ne sont qu'un aspect d'une représ-

sion de la société civile de plus en plus forte, durant la présidence d'Alejandro Giammatei. Malgré cela, Arévalo a pu se qualifier au premier tour, face à Sandra Torres, la candidate de droite.



Des représentantes de CODECOT manifestant au centre de Quetzaltenango, novembre 2023 (© CODECOT)

Mais la survenue d'un candidat progressiste, adversaire déclaré de la corruption, dérange beaucoup de monde en haut-lieu. Réseau d'hommes et de femmes influent-es du monde politique et économique, peu enclin-es à laisser leurs privilèges s'effriter et craignant de possibles poursuites pour corruption, ils-elles forment le «pacte des corrompus», selon l'expression locale. Actuellement, ils-elles sont représenté-es par trois personnes, dont le peuple réclame inlassablement la démission: la procureure générale, Consuelo Porras, le procureur et chef du Parquet spécial contre l'impunité (FECI), Rafael Curruchiche et le juge Frédy Orellana.

Les hostilités avaient commencé dès l'entre-deux tour, les adversaires d'Arévalo contestant la légalité du processus de formation du Mouvement Semilla en 2017 et obtenant sa suspension juste après le 2^{ème} tour, une suspension encore effective à l'heure actuelle.

Mais c'est surtout la saisie de registres électoraux, fin septembre, sur ordre la procureure, qui a mis le feu aux poudres. Dès le 2 octobre, les gens descendaient dans la rue et bloquaient les principaux axes routiers dans les environs de la capitale. Les organisations indigènes se sont mobilisées les premières, suivies ensuite par l'Université publique San Carlos et les associations étudiantes, ainsi que d'autres secteurs de la société. Nos partenaires, la CODECOT à Quetzaltenango et l'ACCODIL au Petén, nous informent régulièrement et prennent part à cette mobilisation en faveur de la démocratie et contre la corruption. Nous avons demandé des précisions à Maria Cecilia Escobar, membre de la CODECOT et coordinatrice du projet que la CSSR soutient sur place.



Des manifestant·es devant le palais municipal de Quetzaltenango, octobre 2023, (© CODECOT)

Trois questions à María Cecilia Escobar, coordinatrice du projet de soutien à la formation des sages-femmes à Quetzaltenango

1. *Quelle est la situation actuelle?*

La situation est toujours tendue et contradictoire. D'un côté, le TSE a publié et officialisé toutes les données électorales et confirmé la victoire irrévocable d'Arévalo, de l'autre le Ministère public a interdit le Mouvement Semilla. Le président élu s'est réuni avec des représentant-es de différents secteurs de la société afin de trouver une voie pour que le vote du peuple soit respecté. Les Etats-Unis et l'Europe ont exprimé leur préoccupation face à la situation et ont demandé le respect des résultats électoraux. Cependant, la triade de droite se maintient au pouvoir.

2. *Quel est l'impact sur le projet soutenu par la CSSR?*

La stratégie des blocages des routes s'étant transformée en piquets en face du Ministère public et d'autres institutions gouvernementales, la zone géographique du projet n'est actuellement pas impactée. Nous avons été un peu retardés en octobre dans le processus de remise des diplômes des sages-femmes, mais nous avons finalement réussi à le conclure de façon satisfaisante.

3. *Quel est l'état d'esprit de la population dans ce contexte difficile?*

La révolte est menée par les leaders des organisations indigènes, qui ont été à l'avant-garde du mouvement pour la défense de la démocratie. Il y a un tournus établi d'une semaine sur deux entre les municipalités de la région altiplano et celles du reste du pays la suivante. La résistance se maintient grâce à l'appui en vivres et moyens de locomotion mis en place par la population solidaire elle-même.

La Suisse taclée par un comité de l'ONU

En août dernier, le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a estimé que la Suisse, ainsi que d'autres pays occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni et Allemagne), avaient violé le droit international en s'opposant à la levée des brevets sur les vaccins COVID. Ce faisant, ces pays n'ont pas agi pour garantir la non-discrimination, ce à quoi ils s'étaient pourtant engagés. En effet, il a fallu attendre deux ans avant que l'OMC ne décide d'une levée provisoire des brevets sur les vaccins.

Adoption d'une résolution historique en matière de réadaptation

Petit clin d'œil à nos anciens partenaires au Salvador, les associations ALGES et Los Angelitos, qui travaillent à la réhabilitation des blessés de guerre et des enfants en situation de handicap. L'Assemblée mondiale de la Santé, qui s'est tenue en mai dernier à Genève, a abouti à un résultat d'une grande importance pour les personnes ayant besoin d'accès à la réadaptation, spécialement les groupes marginalisés et les personnes en situation de handicap. Approuvée par consen-

Marché de Noël solidaire 2023

La CSSR vous attendra sur son stand au Marché de Noël organisé par la Fedevaco **du 14 au 16 décembre à Pôle Sud**

Avenue Jean-Jacques Mercier 3, Lausanne.

sus, la résolution vise à renforcer les services de réadaptation dans les systèmes de santé et à promouvoir une approche basée sur les droits humains.



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
 info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an